

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

SESSION DU 11 JUIN 2014

Ministère de la décentralisation, de la réforme de l'Etat
et de la fonction publique

Projet de décret modifiant le décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'État

Le projet de décret modifiant le décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'État (AUE) soumis à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat vise à revaloriser la carrière des membres de ce corps, sur le modèle de la réforme du corps des administrateurs civils issue du décret n°2012-205 du 10 février 2012 modifiant le décret n°99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier de ce corps.

Il crée, ainsi, au sommet du grade actuel d'architecte et urbaniste de l'État en chef (AUEC), un nouvel échelon spécial contingenté, accessible après inscription sur un tableau d'avancement et, au sommet du corps des architectes et urbanistes de l'État, un « grade à accès fonctionnel » (GRAF) intitulé « architecte et urbaniste de l'État général », constitué de cinq échelons et d'un échelon spécial.

A cette occasion, il est proposé de remplacer les durées minimales et maximales des échelons des deux grades actuels d'AUE et d'AUEC par des durées fixes et de modifier les modalités de recrutement dans le corps (report des places ouvertes aux concours et augmentation du nombre de recrutements par la voie de l'examen professionnel).

L'ensemble du statut particulier fait également l'objet de mesures de toilettage pour prendre en compte notamment, l'évolution du droit commun en matière de détachement

L'article 1^{er} du projet de décret modifie l'article 1er du décret du 2 juin 2004 pour préciser que les AUE ont vocation à occuper des fonctions « *supérieures* » confirmant ainsi le haut niveau de responsabilité de ce corps d'encadrement supérieur.

Le dernier alinéa de l'article 1^{er} du statut particulier des AUE est, en outre, actualisé pour prendre en compte le rattachement des services territoriaux de l'architecture et du patrimoine (STAP) aux directions régionales des affaires culturelles, opéré dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale de l'État (REATE).

L'article 2 du projet de décret modifie l'article 2 du décret du 2 juin de 2004 pour créer un échelon spécial au sommet du grade actuel d'AUEC et le nouveau grade d'« *architecte et urbaniste général* », constitué de cinq échelons et d'un échelon spécial.

L'article 3 modifie l'article 5 du décret du 2 juin 2004 afin de supprimer, d'une part, la limite d'âge (40 ans) imposée aux candidats pour se présenter au concours externe et d'ouvrir, d'autre part, le concours interne aux agents publics relevant des fonctions publiques territoriale et hospitalière.

L'article 4 modifie, à l'article 6 du décret du 2 juin 2004, la proportion maximale des recrutements par la voie de l'examen professionnel - portée de 1/9ème à 1/6ème des recrutements ouverts aux concours - et supprime la limite d'âge (40 ans) pour le recrutement par la voie de l'examen professionnel.

L'article 5 supprime, au dernier alinéa de l'article 7 du décret du 2 juin 2004, la condition limitative (un dixième) du report des places offertes et non pourvues à un concours (externe ou interne) sur l'autre concours (externe ou interne).

Les places offertes et non pourvues pourront ainsi être reportées dans leur intégralité sur l'un ou l'autre des deux concours.

L'article 6 modifie l'article 12 du décret du 2 juin 2004.

Il fixe, d'une part, les durées des échelons du nouveau grade d'architecte et urbaniste de l'Etat général et les conditions d'accès aux deux échelons spéciaux créés. Elles sont identiques à celles fixées pour le corps des administrateurs civils. Les contingentements de promotion aux échelons spéciaux sont fixés par arrêté interministériel (budget, fonction publique et ministres intéressés).

Il fixe, d'autre part, les durées des échelons des deux grades d'AUE et d'AUEC. Les durées moyennes actuelles de ces échelons deviennent des durées fixes et il est accordé, chaque année, aux fonctionnaires de ces deux grades (à l'exclusion de ceux d'entre eux qui ont atteint l'échelon sommital de leur grade), un mois de réduction d'ancienneté. Les articles 7 à 11 du décret n°2010-888 du 28 juillet 2010 relatif aux conditions générales de l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires de l'Etat ne sont, dès lors, plus applicables au corps des AUE.

L'article 7 propose le toilettage de l'article 13 du décret du 2 juin 2004 par la suppression de termes répétés.

L'article 8 insère trois nouveaux articles 14-1, 14-2 et 14-3.

L'article 14-1 est relatif aux conditions d'accès au grade d'architecte et urbaniste de l'Etat général.

Comme celles prévues pour l'accès au GRAF des administrateurs civils, elles distinguent deux catégories d'agents promouvables :

1) Peuvent être inscrits au tableau d'avancement au nouveau grade, les AUEC qui ont atteint le 5ème échelon et qui ont occupé, en position de détachement, pendant au moins huit ans au cours d'une période de référence de 15 ans, un ou plusieurs emplois de direction à forte responsabilité. Les emplois concernés sont, principalement, les emplois fonctionnels des trois fonctions publiques culminant au moins en HEB.

2) Peuvent également être inscrits au tableau d'avancement au nouveau grade, les AUEC qui ont atteint le 5ème échelon et qui ont occupé, pendant dix ans au cours des quinze dernières années,

en position d'activité ou de détachement dans le corps des AUE ou dans un grade d'avancement d'un corps ou cadre d'emplois de niveau comparable ou au sein d'une personne morale, des « *fonctions supérieures d'un niveau particulièrement élevé de responsabilité* ».

Les fonctions prises en compte au titre de ce « 2ème vivier » sont les suivantes :

- les « catégories de fonctions » prévues pour l'accès au GRAF des AC. Un renvoi exprès à l'arrêté applicable au corps des AC est, à cet effet, prévu dans le statut particulier du corps des AUE ;
- les fonctions particulières aux administrations employant des AUE fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de la culture, du développement durable et de la fonction publique ;
- les fonctions de particulière responsabilité prévues pour les corps et cadres d'emplois de niveau comparable ayant mis en œuvre un GRAF (clause dite « miroir »).

Les services accomplis au titre du « 1er vivier » sont pris en compte dans le calcul des 10 années requises.

L'article 14-2 est relatif au classement dans le grade d'architecte et urbaniste général.

Il prévoit la possibilité de classer les agents promus en prenant en compte l'indice détenu dans le dernier emploi fonctionnel occupé pendant au moins un an.

L'article 14-3 est relatif au nombre d'AUE pouvant être promus, chaque année, au grade d'architecte et urbaniste de l'Etat général.

Le GRAF est contingenté par application d'un pourcentage à l'effectif du corps des AUE. Ce pourcentage est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés du développement durable, de la culture, de la fonction publique et du budget.

L'article 9 du projet actualise les dispositions de l'article 15 du décret du 2 juin 2004 relatives au détachement dans le corps des AUE. Il supprime les dispositions contraires au droit commun du détachement issues de la loi dite « mobilité » (Loi n°2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique).

L'article 10 du projet de décret abroge les dispositions transitoires prévues aux articles 16 à 20 du décret du 2 juin 2004 (modalités de classement des agents dans le nouveau corps créé en 2004 et d'établissement des tableaux d'avancement au titre de l'année 2004.)

Les articles 11 à 13 du projet de décret sont des dispositions transitoires.

Elles précisent, d'une part, à l'**article 11**, la date d'entrée en vigueur du nouveau dispositif d'attribution de réductions d'ancienneté. Elles autorisent, d'autre part, à l'**article 12**, l'établissement, dès 2014, des premiers tableaux d'avancement au nouveau grade et à l'échelon spécial du grade d'AUEC.

L'article 13 est, quant à lui, relatif à la représentation aux commissions administratives paritaires des fonctionnaires du nouveau grade. Il prévoit que les représentants des AUEC représentent également les architectes et urbanistes de l'Etat généraux lors des commissions administratives paritaires, jusqu'à la mise en place de leur représentativité dans cette instance qui interviendra dans un délai de 18 mois à compter de la date de l'entrée en vigueur du décret modificatif.

Telles sont les dispositions du présent décret qui est soumis à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat (formation statutaire) en application de l'article 10 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, en ce qu'il déroge aux dispositions des articles 57 et 58 de cette même loi pour y substituer des dispositions adaptées aux besoins propres de ce corps.

La fixation de durées uniques d'avancement d'échelon déroge, en effet, à l'article 57 de la loi du 11 janvier 1984 aux termes duquel l'avancement d'échelon est « *fonction à la fois de l'ancienneté et de la valeur professionnelle des fonctionnaires, telle qu'elle est définie à l'article 17 du titre Ier du statut général* ».

De plus, la possibilité d'avancer au nouveau GRAF sans avancer, au préalable, à l'échelon spécial du grade d'AUEC est susceptible d'être considérée comme un saut de grade. Or l'article 58 de la loi du 11 janvier 1984 précitée précise que l'avancement d'échelon a lieu de façon continue d'un grade à un grade immédiatement supérieur.

Le corps des AUE étant un corps interministériel, le CSFPE est, également, consulté au titre du 7° de l'article 2 du décret n°2012-225 du 16 février 2012 relatif à ce conseil.